

## PLUSIEURS RÉUNIONS IMPORTANTES À L'ORDRE DU JOUR

# Semaine très chargée pour le gouvernement

**Ahmed Ouyahia présidera, demain dimanche, la première réunion de la Commission nationale des élections. Présidée par le Premier ministre, cette commission est constituée des ministres directement concernés par la préparation et le déroulement des différents scrutins nationaux. En l'espèce, il s'agit des locales du 29 novembre prochain.**

**Kamel Amarni - Alger (Le Soir)** - C'est cette commission, que compose les ministres de l'Intérieur, de la Justice, de la Communication et de la Défense nationale, qui s'occupera de tout ce qui a trait aux locales du 29 novembre.

Selon une source très bien informée, le gouvernement Ouyahia se penchera également, en urgence, sur la loi électorale, au cours d'une réunion prévue pour mercredi prochain. «Il s'agira de revoir à la baisse les fameux minima fixés à 7% des voix exprimées lors de l'élection locale, pour toute

liste électorale pour pouvoir prétendre obtenir des sièges à l'Assemblée populaire communale ou de wilaya.» C'était, pour rappel, un amendement proposé par Abdelaziz Belkhadem et qui avait provoqué un tollé général chez l'ensemble des petites formations politiques. Mais aussi, un bras de fer entre Belkhadem et le ministre de l'Intérieur, Daho Ould Kablia.

Une polémique qui risque donc de reprendre dès ce mercredi car le projet que proposera Ould Kablia prévoit de ramener ce taux minimal obligatoire à seulement 5%.



Ahmed Ouyahia.

Une réduction qui limitera en tout cas l'ampleur de la victoire du FLN aux prochaines élections.

Ceci étant, il demeure une certitude que ce sera Ahmed Ouyahia qui organisera les élections

locales. Selon des sources crédibles, l'actuel Premier ministre sera maintenu pour, au moins, début janvier prochain. «Il y a les élections locales, la loi de finances pour 2013, la révision constitution-

nelle, mais aussi une multitude d'autres dossiers à gérer», nous confie une source.

A commencer par la rentrée scolaire à laquelle Ouyahia a consacré, jeudi dans l'après-midi, un important conseil interministériel qui a regroupé les ministres de l'Education, de l'Enseignement supérieur, de la Formation professionnelle, de l'Habitat, des Finances ainsi que celui de l'Intérieur.

Ouyahia a convoqué également deux autres réunions durant la semaine : celle du Conseil national des investissements, pour mardi prochain puis, jeudi, une autre qui sera consacrée au Conseil des participations de l'Etat. Jamais, Bouteflika n'aurait confié autant de dossiers sensibles à un Premier ministre sur le départ...

K. A.

## LES SYNDICATS ÉVOQUENT LES CONDITIONS MATÉRIELLES ET LES REVENDICATIONS SALARIALES

# La rentrée scolaire 2012- 2013 sous haute tension

**La rentrée scolaire 2012-2013 risque de se dérouler dans des conditions particulières. Et pour cause, les syndicats des enseignants, toutes structures confondues, évoquent autant la préparation matérielle de cette rentrée que leurs revendications socioprofessionnelles.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - La rentrée scolaire 2012-2013 aura lieu le 9 septembre prochain. Une rentrée qui intervient dans un contexte particulier. En effet, les différentes représentations syndicales affûtent leurs armes et mettent au-devant leurs revendications qui se résument en deux points.

Le premier a trait aux conditions dans lesquelles aura lieu cette reprise et la seconde se rapporte à la question salariale. Ainsi, pour le premier point, de nombreux enseignants appréhendent

déjà les difficultés qu'ils risquent de rencontrer dès la rentrée à cause du problème du sureffectif. «On aura un surplus de 150 000 élèves en première année secondaire cette année», avait soutenu, il y a quelques jours, le premier responsable du Conseil des lycées d'Algérie (CLA), Idir Achour. Et d'ajouter : «Les enseignants travaillent déjà avec des classes de 40 à 45 élèves et auront, pour cette rentrée, des classes de 50 à 55 élèves.»

«La crise vécue par les collègues pendant ces quatre der-

nières années, les lycées vont la vivre pendant les trois prochaines années» et les enseignants vont payer cher ces anomalies parce qu'ils se retrouveront obligés de travailler avec des classes qui dépassent les 45 élèves», avait noté, pour sa part, Nouar Larbi, le SG du Cnapest. Ce dernier a indiqué que la loi 08-04 sur l'orientation de l'éducation nationale prévoit un effectif de 30 élèves par classe. «Les classes surchargées empêchent les enseignants d'accomplir correctement leur travail, de comprendre les élèves et de maîtriser leur comportement», a-t-il ajouté. Or, du côté de la tutelle, son premier responsable écarte toute crise.

Selon le ministre de l'Education nationale, Boubekour Benbouzid, il est attendu «la réception de 140 nouveaux lycées en décembre prochain, sur un total de 500 prévus pour faire face au problème de

surcharge dans les classes de première année secondaire».

L'autre revendication des enseignants porte sur la question salariale. En effet, les syndicats menacent de perturber la prochaine rentrée scolaire pour dénoncer ce qu'ils appellent le «jeu malsain» de la tutelle. Il s'agit de la question concernant les augmentations rentrant dans le cadre des rappels relatifs au régime indemnitaire.

Pour rappel, les déclarations faites récemment par le ministre de l'Education, Boubekour Benbouzid, qui a indiqué que les augmentations dans les rappels relatifs au régime indemnitaire, n'ont pas été versées afin d'éviter l'inflation, sont loin d'être du goût des représentants des entités syndicales. «Ce ne sont pas les rappels des enseignants qui vont engendrer l'inflation», avait déploré le chargé de communication du Syndicat national autonome des

professeurs de l'enseignement secondaire et technique (Snapest), Messaoud Boudiba, dans une déclaration à la presse.

Même son de cloche chez le chargé de communication de l'Union nationale des personnels de l'éducation et de la formation (Unpef), Amraoui Messaoud. Ce dernier a indiqué qu'une grève illimitée sera observée dès la prochaine rentrée dans le cas où le ministère ne tiendrait pas ses engagements.

«Les enseignants ont le droit à ces rappels et le département de Benbouzid doit tenir ses promesses», a tonné Amraoui Messaoud. «Des milliards s'évaporent à cause de la corruption et personne n'ose en parler, mais lorsqu'il s'agit des rappels des enseignants, les responsables évoquent l'inflation. C'est injuste !», a-t-il encore affirmé.

A. B.

## CHIRURGIE DE POINTE

# Ould Abbès plaide pour la formation des médecins algériens

L'Algérie continue à faire appel aux chirurgiens étrangers pour les interventions de pointe, notamment pour la chirurgie à cœur ouvert. Plusieurs conventions ont été signées avec des établissements de santé étrangers. Une opération qui revient cher au Trésor public. Dans le but de mettre un terme à cette dépendance, le ministre de la Santé insiste sur la nécessité de former des praticiens en chirurgie de pointe.

Lors d'une visite ce jeudi, à la clinique médico-chirurgicale infantile Mohamed-Tolba de Bou Ismaïl à Tipasa, Ould Abbès avait demandé aux coopérants étrangers, travaillant avec cette clinique, de former des médecins algériens ici ou à l'étranger. Une démarche qui, selon lui, mettra fin à la dépendance extérieure et au transfert des malades vers l'étranger. Le ministre estime, d'ailleurs, que les médecins algériens ont déjà fait preuve de leurs compétences notamment en matière de chirurgie à cœur ouvert, une intervention d'une extrême délicatesse. Ould Abbès a appelé, en outre, pour une coordination entre la clinique médico-chirurgicale infantile Mohamed-Tolba de Bou Ismaïl et l'hôpital de chirurgie cardiaque pour enfants de Draâ Ben Khedda à Tizi-Ouzou, dont les travaux sont «en voie d'achèvement» ainsi que la clinique Abderrahmani de Bir Mourad-Raïs à Alger. Objectif : assurer une meilleure prise en charge de la chirurgie cardiaque pour enfants «afin d'arrêter le transfert de nos malades vers l'étranger, et ce, à partir de 2014», a-t-il dit. Par ailleurs, il a exigé «qu'aucun médecin étranger ne reparte dans son pays sitôt son opération achevée». Selon lui, la précision que requiert ce type de chirurgie nécessite que le malade soit suivi pendant une période post-opératoire d'au moins huit jours.

Rym Nasri

## POUR ÉRADICUER LA DÉGRADATION DE L'ENVIRONNEMENT

# Opération d'assainissement d'envergure à Annaba

**Devant la dégradation avancée de l'environnement au niveau de la ville d'Annaba qui dure depuis plusieurs mois, les autorités locales ont décidé de prendre le taureau par les cornes, à travers une opération de nettoyage et d'assainissement de grande envergure.**

Pour leur part, les citoyens ont été invités à participer à cette campagne de volontariat de trois jours, qualifiée par le wali, dans son appel, d'«opération d'éradication des sources de nuisance à travers l'ensemble des quartiers pour améliorer le cadre de vie de la population». Elle a été supervisée par les directeurs de l'exécutif de wilaya, mobilisés par le wali ainsi

que par les chefs des cinq secteurs de la commune à cet effet.

Le côté matériel mobilisé pour la réussite de cette campagne n'a pas été négligé. Outre les engins d'enlèvement et de transport du secteur public, les entreprises privées ont contribué à l'opération par leur matériel.

Ils étaient au total près d'une centaine d'engins mobilisés.

Et ce n'était pas de trop, tant les ordures ménagères, gravas et autres débris qui s'amoncèrent, jonchant les trottoirs et débordant sur la chaussée, donnaient une image hideuse de la quatrième ville du pays, alors qu'elle était jadis qualifiée de Coquette. Même le ciel a été de la partie, puisqu'une pluie bienfaisante commençait à laver à grande eau les rues, les

trottoirs et les placettes de la ville. En effet, il n'a pas plu depuis trois mois au moins.

«Nous avons souffert de cette situation qui a touché tous les quartiers, même ceux huppés de l'antique Hippone. Nous vivions avec les moustiques et les rongeurs sans parler des odeurs nauséabondes qui se dégageaient des ordures. Une telle clochardisation du tissu urbain ne peut que favoriser la violence. C'est pourquoi nous ne pouvons qu'applaudir une telle initiative, salvatrice pour la santé publique et le bien-être des habitants d'une façon générale», estiment des Bônois qui espèrent un suivi permanent de la propreté au sein de cette importante mégapole qu'est Annaba.

A. Bouacha